



# Perspectives

UN JOUR AU COEUR DE LA SIMULATION

MERCREDI, 10 AOÛT 2011

VOL.14 NUM.3

## Une longue histoire d'amour

PAULINE MOLLARD

Luda Nasri, à la fois la participante à la simulation le plus âgé du haut de sa cinquantaine, et celle ayant le plus de SPECQUES à son actif, se retrouve, pour la 6e fois, à grossir les effectifs de la SPECQUE. Comment cette femme active d'origine ukrainienne a-t-elle pu connaître la SPECQUE, prendre l'initiative d'y participer et finalement se laisser prendre d'une véritable passion pour cette simulation? Quelques mots sur une histoire hors du commun.

Après avoir grandi en Ukraine (qui faisait alors partie de l'union soviétique), Madame Nasri rejoint l'Algérie où elle travaille quelques années et où elle découvre la langue française avec un intérêt immense, puis prend parti de l'apprendre. Sa maîtrise du français s'ajoute à sa pratique courant de l'anglais, du russe et de l'ukrainien.

À ce moment, Mme. Nasri travaillait dans le domaine des hydrocarbures en Afrique du Nord, avant qu'elle n'en vienne à décider de partir pour le Canada, d'abord à Montréal puis à Toronto, où elle vit depuis 22 ans. Ingénieure chimiste de formation, elle travaille au département de chimie de la centrale nucléaire de Pickering, à 20 km de Toronto. Après plusieurs d'années dans la vie active, Madame Nasri a eu le courage de reprendre des études à l'université de Toronto, ajoutant quatre années à son cursus. Les specquois en loueront certainement l'idée, puisque c'est là qu'elle a découvert



L'eurodéputée Luda Nasri, chef de groupe adjointe des Verts .  
Par : Mahafidhou Issihaka.

la SPECQUE. En 2005, alors qu'elle reprend des études de langue et littéraire française à l'université canadienne de Toronto, le département d'études du programme recrute Madame Nasri pour participer à la Specque 2005 à Bruxelles, en Belgique. Elle accepte volontiers de participer et s'envole pour Bruxelles au sein d'une délégation de 8 personnes, provenant de l'université de Toronto.

Depuis, elle est revenue cinq fois à la Specque en tant que candidate individuelle et a occupé des postes variés : eurodéputée, secrétaire générale et chef de groupe adjoint.

A ses yeux, la SPECQUE est une vé-

ritable « école d'apprentissage ». Elle remarque qu'ici « on ne sent pas l'âge car l'âge, c'est dans la tête ! » Elle nous a confié que la SPECQUE lui a beaucoup apporté à la fois sur le plan intellectuel et personnel. « Mieux connaître les problèmes du « vieux continent » est très enrichissant, au même titre que la connaissance pratique et de savoir-faire que nous acquérons ici », mentionne-t-elle. « Cette connaissance est unique et doit être préservée ! », ajoute-t-elle encore.

Un autre facteur qui l'incite à revenir chaque année sont les rencontres inoubliables qu'elle a pu faire lors de la simulation. Elle adore ren-

contrer des gens nouveaux, venant de pays différents, ayant des cultures différentes et des idées différentes... mais qui partagent tous l'utilisation de la langue française, langue qu'elle chérit et qu'elle souhaite préserver au maximum.

« L'expérience specquoise n'a pas de prix ! ». Notre doyenne nous a affirmé que la SPECQUE « est beaucoup mieux qu'un voyage organisé ! » puisque cette simulation constitue « une expérience unique ». Elle est également très heureuse de constater qu'à la SPECQUE « il n'y a jamais de problème ! ». Maternelle, la doyenne de l'événement était bien disposée à dispenser quelques conseils aux nouveaux specquois. Tout d'abord, elle rappelle l'importance de faire une bonne préparation académique. Mais elle souhaite mettre l'emphase sur les aspects les plus importants : « Parler ! Travailler beaucoup ! Participer ! Oser s'exprimer et bien sûr, Prendre du PLAISIR ! », s'exclame-t-elle enfin.

Madame Nasri a tenu à adresser à tous le message suivant, le conseil d'une femme d'expérience : « Dans la vie, il faut faire ce qu'on aime, quelque chose qui nous fait plaisir sinon, on ne réussit pas ! ». Face à l'ultime question «Souhaitez-vous revenir l'an prochain ? », notre chère doyenne s'est exclamée : « Tant que je peux marcher, je ferai la SPECQUE ! ». Autant vous dire que nous pourrions compter sur la participation de Madame Nasri pour encore de nombreuses années.

## LES EURODÉPUTÉS S'EXPRIMENT (UN PEU PLUS)

# La taxe de la solidarité

SÉBASTIEN LALONDE-MILLER

L'AUTEUR EST PORTE-PAROLE DE L'ASSOCIATION POUR UNE SOLIDARITÉ FISCALE EUROPÉENNE (ASFE).

Depuis le début de la SPECQUE, on parle d'être ambitieux, audacieux, visionnaire. L'UE a un urgent besoin de nouvelles ressources propres, tout le monde s'entend là-dessus; mais plus encore, l'UE a besoin de nouvelles aspirations, l'UE a besoin d'un plan, d'une vision pour l'avenir.

J'appelle les membres de la Com-

mission budgets à faire preuve d'entrepreneuriat, de vision et peut-être aussi d'un peu de couilles. Quand je vois un Parti Populaire Européen se complaire dans un silence aberrant pour un parti de cette envergure, je me dis qu'il manque de ces choses; quand je vois un parti se disant « socialiste » demandé du bout des lèvres, en ayant presque honte, une taxe de 1,5% sur les grandes entreprises, puis une TTF de 0,5% sur les transactions financières, je me dis qu'il manque définitivement de ces choses; quand je vois une table de la présidence (avec en tête Mon-

sieur le rapporteur SENTENAC) monopolisée les débats d'une Commission et la majorité des députés baissés passivement la tête en réaction, je me dis qu'il manque cruellement de ces choses.

J'appelle les membres de cette Commission qui sont de véritables Européanistes, et non de simples beaux parleurs se laissant facilement influencés par la frange dite « modérée » mais en réalité simplement défenseur du statu quo, à travailler à la mise en place d'une véritable solidarité européenne basée sur la contribution commune

mais équitable de tous ses membres, qu'ils soient citoyens, États ou entreprises de toute taille. Non seulement l'Union se doit d'emprunter ce chemin pour elle-même, mais aussi pour le reste du globe.

En effet, de par ses valeurs historiques et son influence de par le monde, l'Europe a le devoir de montrer qu'une voie autre que le libéralisme à outrance et la désolidarisation constante des populations est possible.

Merci.

## L'oeil public



8h25 à 8h30 : la nuit de sommeil des chefs de groupes

Par : Marie-Alexandre Boutet-Talbot



Le souvenir de (d)ébats enflammés dans la salle de commission BUDG  
Gracieuseté Maxime Staelens

## Un peu plus à gauche vers le Nord

JEAN FRANÇOIS VEILLEUX

L'AUTEUR EST EURODÉPUTÉ, RALLIÉ AU GUE.

L'Arctique est considéré par les chercheurs comme le premier indicateur des modifications futures du climat.

Considérant que des compagnies pétrolières telles que la britannique BP ont des intérêts dans la région, et sachant ce qui s'est

passé au printemps 2010 dans le golfe du Mexique dû à l'incompétence administrative de la compagnie à laquelle nous avons assisté pour stopper la catastrophe, un moratoire s'impose.

Les données scientifiques sur les impacts sociaux et environnementaux autant d'un flux maritime accru dans les eaux arctiques qu'une surexploitation du territoire et de la mer, ne sont pas encore suffisantes pour permettre un libre



Glacier. Par : Émilie Bourget

commerce et une libre exploitation dans une région où l'écosystème est aussi fragile.

Que ce soit l'Union Européenne, la Russie ou même les États-Unis.

### Erratum

Nous vous prions d'excuser l'équipe de PersPECQUETives pour quelques erreurs qui se sont glissées dans la précédente édition.

Nous faisons référence aux savoureuses citations de mademoiselle Bats, mademoiselle Maryse Larocque, ainsi que mademoiselle Grac-Aubert. **E.G.B.**

# Altruiste Parti Populaire Européen

CLÉMENCE HALLÉ

« L'âme de la construction de l'UE est de prendre l'Autre en considération » nous dit Nathalie Vanaubel, chef de groupe du PPE. Série G a souhaité s'intéresser aujourd'hui au pendant dans l'hémicycle des S&D présentés hier, et remarque un semblant d'éloignement des préjugés traditionnels que portent généralement l'opinion sur le centre-droit.

« On nous croit plus libéraux, plus à droite ». Le parti se décrit plutôt comme une mouvance large, ouverte, non radicale, et introduit sa ligne politique par ce qui semble être une position de débat stratégique : « faites d'abord de bonnes provocations, qui vont très loin, et nous arriverons à faire ensemble de bonnes propositions pour nos concitoyens européens ».



L'ensemble des effectifs du Parti Populaire Européen. Par Marie-Alexandre Boutet-Talbot

Le groupe, exclusivement constitué de nouveaux specquois, est très heureux de sa chef. Elle accorderait une grande importance à la bonne compréhension, implication et expression de ses Eurodéputés motivés. Le parti est ainsi perçu par ses membres comme un bon espace unitaire et communicatif. Chacun peut y formuler ses opinions et tous gagnent en perspectives plus larges sur toutes les commissions, palliant ainsi, peut-être, l'absence des lumières des anciens au vu de leur expérience en matière de SPECQUE. Une bonne ambiance au PPE, donc, où les échanges sont constructifs et

les idées individuelles rejoignent naturellement la ligne de conduite du parti.

Le parti est proche de la majorité des autres. Pourtant, hier dans PerSPECQUETives, un membre des S&D a reproché au PPE d'être trop discret et trop lié à l'extrême-droite. « Nous on s'entend bien avec eux » répliquent les pépéistes. Nathalie Vanaubel considère que ces piques expriment les frustrations des S&D de sentir Séverine Bats proche des valeurs du PPE, et conseille à sa paire de « tenir ses membres en laisse » pour éviter ce genre de pro-

pos.

Elle décrit le parti comme le plus modéré de l'hémicycle, alliant des principes tels que compétitivité et économie sociale. Le PPE se veut avant tout parti de valeurs, s'attache à garder la reconnaissance des citoyens à l'esprit plutôt que de se perdre dans les profondeurs complexes des grands enjeux européens. « Notre travail n'est jamais trop loin des grandes lignes des textes de commission ». En effet, le PPE ne « retourne pas sa veste simplement par plaisir du consensus » mais observe que c'est dans l'intérêt des citoyens et de l'efficacité des commissions de s'unir dans des accords. Elle a deux points de vue sur la question : d'abord, certaines politiques sont tantôt à gauche, tantôt à droite.

La compromission est ainsi facilitée. Ensuite, les partis innovants suivront évidemment les textes d'une commission innovante. Droite et gauche seront alors invités à se rapprocher du centre : « c'est ça, l'esprit du PPE ».

C'est ainsi que Nathalie Vanaubel explique le rapprochement cartographique s'établissant entre S&D et PPE au fur et à mesure

de la simulation. Les accords ne sont pas tacites mais ponctuels et de principe. Les partis veulent « établir ensemble » le Fonds Côtier et Insulaire Européen dans les textes de la commission IMCO par exemple, tous membres confondus convaincus de la nécessité de ce Fonds.

L'ADLE critique d'ailleurs cette position, est « content que les socialistes soient contents et que le PPE soit plutôt à gauche ». Ce dernier exagère : le PPE souhaite tout de même supprimer le prélèvement sur la richesse créée par les grandes entreprises européennes dans la proposition de directive de la commission du budget. ADLE et PPE retrouvent une ligne de conduite commune quant à la place à accorder au citoyen en Europe, et le groupe « tient beaucoup à sa coopération avec les Verts sur l'environnement », notamment envers les questions soulevées par l'Arctique.

Hier soir, le Novotel fut la scène des débats torrides de la politiques de couloir, en vue du vote des amendements de cet après-midi en commission parlementaire. Le PPE se serait-il fait de nouveaux amis ?



La chef de groupe Nathalie Vanaubel. Par : Marie-Alexandre Boutet-Talbot

# L'Arctique dévasté

**PAULINE MOLLARD**

**La problématique des changements climatiques suscite depuis déjà quelques années de nombreux débats, non seulement en Europe mais aussi dans le monde entier. La commission d'hier n'a pas fait exception à la règle.**

Hier, les eurodéputés spécialistes de la commission « Environnement, santé publique et sécurité alimentaire » (ENVI) ont mené un débat pour le moins intense. À la diffusion de la commission plénière, la commission parlementaire ENVI, composée de spécialistes du sujet, n'a pas cherché à répondre à la question « est ce qu'on le fait » mais bien au dilemme « qu'est ce qu'on fait ? ».

Le tollé s'est inauguré par des tensions montantes entre la commissaire et certains députés participant à la commission.

17h 38, la commissaire prend la parole pour affirmer clairement que la mise en place d'un moratoire est hors des compétences de l'Union européenne. Dix minutes plus tard, un second rappel à l'ordre de la commissaire attise l'intensification de son agacement.

17h 50, elle proclame un constat sans appel : si cette discussion dénuée de sens continue, la commission devra retirer son texte, ce qui signifie la disparition totale d'une stratégie pour l'Arctique et le retour au néant, soit l'inutilité de tous les travaux menés jusque là à ce sujet. Exaspérée par un tel constat et l'attitude provocatrice de certains députés qui ont continués à s'obstiner sur ce sujet, Anne-Christine Poulin a claqué la porte : « Puisque vous ne m'écoutez pas, je ne vois pas d'autre solution que de m'en aller ! »

Un tel événement n'est pas sans conséquences... La commissaire a rappelé plusieurs fois à l'ordre les députés mais ils ont fait la sourde oreille « comme s'ils n'accordaient pas de poids aux détenteurs de l'initiative législative. » Les eurodéputés devront aujourd'hui réorien-

ter le débat vers des propositions réalisables et non un moratoire utopique sur l'exploitation des ressources de l'Arctique. En somme, il est de leur devoir de se remettre en question face à l'évènement survenu. « Les amendements ajoutés au texte doivent évidemment correspondre aux compétences de l'union » s'exclame la commissaire Poulin qui juge cet évènement bien « regrettable » et avoue être déçue mais elle pense que ce coup d'éclat était nécessaire.

A la suite de cet évènement troublant, l'eurodéputé Coldeboeuf a essayé de « sauver les meubles » en proposant une solution alternative au moratoire : la création comité autochtone qui aurait accès aux informations nécessaires pour co-décider avec les entreprises des mesures à prendre.

Cette solution, pleine de bonne volonté, n'est cependant pas réaliste car les autochtones n'ont pas les compétences techniques pour s'occuper du projet.

Malgré une recrudescence de bonne foi, les eurodéputés doivent se concentrer sur des propositions réalisables. Les eurodéputés font preuve de très bonnes idées théoriques mais qui reste souvent inapplicables dans la réalité. A titre d'exemple, la coopération militaire est très difficile voire même inexistante au sein de l'UE. Partant de là, comment peut on imaginer mettre en place une coopération militaire pour effectuer une intervention en Arctique ? La défense est une prérogative nationale, elle ne dépend aucunement des compétences de l'UE, pour l'heure, en tout cas. Il ne faut pas se cantonner à la théorie car l'application pratique des projets est l'objectif à atteindre, des objectifs qui peuvent devenir inaccessible si les eurodéputés continuent d'ignorer la souveraineté des états membres et de surestimer les compétences de l'Union européenne.

Par ailleurs, il convient de souligner quelques incohérences dans le texte de la commission. Tout d'abord, la question de la sécurité

énergétique n'est pas traitée. L'absence d'éléments comme celui-ci nous conduisent à penser que la stratégie est incomplète. Face à cette impasse, deux solutions sont envisageables : les eurodéputés devront démontrer leur compétence qui permettront de renforcer la stratégie ou alors, à défaut de solutions, il devront changer le titre...

De plus, le sérieux n'a pas toujours été de mise et notre présidente de commission, Vanessa Riendeau n'a pas su assurer son rôle de guide, mais s'est plutôt laissée guider. La présidente semblait distraite, absente, et négligeait son rôle de maîtresse de cérémonie de cette commission.

Sa distraction l'a même poussée jusqu'à induire en erreur les eurodéputés quant à l'horaire des séances des commissions d'aujourd'hui. Son manque de contrôle a durement laissé sa marque sur la commission.

Certains députés rattrapaient les frasques de la présidente par leur sérieux. Au sein de la commission ENVI, nous saluons tout particulièrement les interventions de l'eurodéputé Overbeck, qui était très bien préparé, qui a bien compris le concept du développement durable et qui s'exprime très habilement dans la langue de Molière bien que le français ne soit pas sa langue maternelle. Décidemment, les allemands semblent être des génies linguistiques, puisque le secrétaire, Monsieur Leininger connaît le français sur le bout des doigts. Il a également bien su jouer son rôle, et a eu une bonne gestion du texte, qui était particulièrement difficile. De plus, quelques députés ce sont brillamment affirmés aujourd'hui comme ce fut le cas de Rolland, Garesti ou encore Armand. En revanche, quelques problèmes d'organisation ont été repérés au niveau de la présidence.

Comment vont-ils réagir : face à ce dilemme ? face au départ de la commissaire hier soir ? face au discours des lobbyistes ? La journée s'annonce difficile, pour la commission dévastée.

## Perles polaires

**PAULINE MOLLARD**

**Perles de la commission ENVI**

«Les nuages ne s'arrêtent pas aux frontières »

«Le meilleur moyen de protéger les populations autochtones est de les laisser tranquilles! »

«J'aimerais rappeler à Mme X que les pingouins vivent seulement en Antarctique et non en Arctique donc merci de repenser vos propos»

«Dans un zoo on respecte les animaux mais on ne les fait pas participer, nous ne voulons pas d'un tel respect pour les peuples autochtones !... Il faut en fait étendre ce respect en les incluant dans le projet»

«J'accorde le droit de parole à Mlle FOUILLI pour une minute» - de dire une présidente confuse à l'eurodéputée Fouillen.

«Je vois dans cette proposition un néo colonialisme à peine caché»

«Je déplore la pensée cynique de mes collègues»

Suite à un commentaire de Mr Leininger en tant que député : «Monsieur Leininger, je préfère quand vous garder votre casquette de secrétaire »

Ce même eurodéputé clâme, haut et fort, plus tard : «Je pense que cet ajout s'explique par lui-même»

**Hommage à M. Beylot, auteur des citations suivantes :**

«Je tiens à me féliciter du consensus qui règne au sein de cette commission»

«Attendez, je suis un petit peu perdu...»

«Le débat devient une inflation législative, inflation législative, inflation législative!»

# Hauts et bas du budget

ÉMILIE BOURGET

La commission du Budget, où on débat au sujet de la création d'une potentielle taxe européenne globale, a pu compter sur la présence de deux présidents plutôt qu'un, hier. Rien ne laissait présager un tel chamboulement dans cette commission qui avait pourtant débuté on ne peut plus lentement. Ou bien, la députation aurait-elle pu voir dans la stagnation de la commission le calme qui laisse présager une tempête.

Les débats, inaugurés par le président de commission Alessandro Scalisi, se sont attardés à la modification de détails relevant de la forme dans le point un du projet de rapport. Six alinéas seulement étaient derrière les députés au moment du retour de la pause. Changement de stratégie de la part du président, le passage au point trois est accepté et la commission peut entrer dans le vif du sujet. Hélas, rien n'y fait pour lancer les eurodéputés à une vitesse de croisière : les amendements concernent des questions de terminologie, pour la plupart, et les débats s'étaient au point où même leurs instigateurs ne s'y retrouvent plus.

Si la rigueur ne fait pas défaut au président de la commission, hélas devant des eurodéputés nombreux, par moments indisciplinés et parfois plus expérimentés que lui, celui-ci s'est parfois trouvé débordé et intimidé. À ce poste, le président de langue maternelle italienne faisait ses premières armes.

La commission a trainé en longueur, sur un débat portant sur chaque point, ponctué de nombreuses suspensions de séances, jusqu'à la dernière pause de la journée. Au retour de celle-ci, une surprise de taille attendait les eurodéputés perplexes : un autre président siégeait à la place d'honneur de la salle de commission : le président du Parlement Baptiste Godrie qui a pris le relais, par intérim, de M. Scalisi. Un changement de procédure a pris certains eurodéputés de court. Le système de vote parti par parti sur les propositions a laissé la place à



Deux présidents, deux méthodes, un but.. Par : Mahafidhou Issihaka

un système de vote sur des thématiques.

À l'honneur, deux grands thèmes : la discussion et la pédagogie envers les citoyens européens et taxation de la mise aux enchères des quotas des gaz à effets de serre. Des débats que le président a menés avec une discipline de fer, mettant enfin au pas –ou à peu de chose près– les eurodéputés trop irrévérencieux. Pour ces débats, un temps de parole plus long et des initiatives variées permettent à des eurodéputés plus effacés de se manifester enfin. « À la commission, on sentait un épuisement, les choses avançaient sans que les gens y participent. J'ai utilisé des méthodes originales pour susciter la participation, par exemple la structure des débats de 20 minutes suivis d'une allocution unique du rapporteur qui considère les questions qui lui ont été adressées, puis d'une possibilité de rassemblements informels des députés pour discussion plus poussée de la question débattue. J'ai tenté, alors, de mettre de l'avant la politique de couloir, qui a été négligée par les eurodéputés », souligne M. Godrie.

« Les députés n'ont pas fait leurs devoirs de politique de couloir », selon la responsable de la surveillance académique et vice-présidente du CE, Julie Robert. Ce qui a ralenti le cours des débats à la commission. « 15 minutes de discussions informelles entre députés peuvent épargner 3 heures de débat en chambre », explique-t-elle. D'après elle, les députés auraient pu abattre plus de travail en amont,

notamment par une meilleure lecture des textes et la construction d'une recherche plus exhaustive sur les sujets sensibles du texte.

Myriam Pineau-Latreille, eurodéputée du groupe GUE assignée à la commission BUDG, souligne que le fardeau de la responsabilité des difficultés rencontrées par le président la commission ne doit pas qu'être porté par les députés. « Ce que je déplore le plus, c'est que des anciens que je ne nommerai pas n'ont fait que critiquer le président, sans pourtant lui permettre de bénéficier de leur expérience de par leur aide.»

Il est plus que probable qu'un changement de président fasse suite à ce changement de procédure. La décision prise lors de la conférence des présidents sera rendue publique aujourd'hui, quant à savoir qui prendra le relais de la présidence au sein de la commission du budget. Au vu de sa position de président du Parlement, Baptiste Godrie ne pourra pas conserver le flambeau très longtemps.

Si l'identité de celui qui prendra la suite de messieurs Scalisi et Godrie est encore méconnue, fort est à parier que ses capacités de facilitateur de débat seront un critère d'envergure dans le choix de leur successeur. Mais aussi devra-t-il se montrer capable de se montrer ferme, selon M. Godrie : « procédure et profondeur des débats sont liées, car il faut un minimum de respect de procédure pour entretenir des débats florissants. »

## Frasques fiscales

ÉMILIE BOURGET

Perles de la commission BUDG

«C'est une commission où on s'ennuie le moins, si vous saviez ce qui se passe dans les autres.»

«Nous sommes en train de perdre notre temps M. le Président»

«Je vous accorde un droit de parole exceptionnel (Baptiste fait de grands signes de dénégation) ...la parole en tant que chef de Parti... (Baptiste gesticule), Bon d'accord pas de droit de parole.» (Le président de commission)

«Je m'endormais dans le coin, tout à coup, on m'aborde, je me réveille en sursaut» (Un président du Parlement que nous nous abstiendront de nommer).

«M (...) nous expose les arguments qu'il développe dans sa... euh. Tête? De technocrate imbu.»

«Je m'insurge de la proposition de la députée du PPE, euh. Pire, de l'ADLE.»

« Monsieur Arz ne m'écoute pas, donc c'est pas grave. » (Le rapporteur)

«J'ai eu peur, avec tout cet emportement avec Marx, de le confondre avec Keynes»

«Pourriez-vous reformuler d'une façon plus... normale s'il vous plaît?» (Le président à la députée Barreau).

«Je prie M. X d'utiliser les préservatifs trouvés par terre dans cette salle lorsque vient le temps de faire des fellations aux représentants d'un parti qui lui est pourtant opposé»

«Je suis atterré par le vide intersidéral de la teneur des débats.» (Le rapporteur)

«Les eurodéputés devraient avoir des couilles» (L' eurodéputés du GUE, en plein discours, avant d'être avertie de cesser de tenir des propos phalliques)

## ESPACE MARITIME - IMCO

# Un président, la commissaire et la secrétaire tombent à l'eau. Qui reste-il ? IMCO.

CLÉMENCE HALLÉ

« Chaque présidence a sa façon de faire en commission. Elles se forment sur le tas et manquent d'homogénéité entre-elles. Cette année, elles ont été mieux encadrées par une documentation fournie sur les étapes à suivre », nous indique la lobbyiste Marie-Ève Boucher.

Le rapport entre cette dernière et la présidente de la commission IMCO a créé des vagues chez les Eurodéputés, qui se sont interrogés sur le bien fondé de cette interaction entre lobbyiste et présidence. Or c'est en tant qu'ex-Présidente de commission que Mme Boucher a apporté son expertise et soutien à Mme Robert.

### Une commission efficace.

Si Mme Boucher a trouvé dommageable la vive convivialité au sein de la commission IMCO hier, conséquence des souhaits de la présidente d'assouplir le décorum, elle félicite l'efficacité établie dès les premiers moments du débat. En effet, les discussions sur les visas et considérant ont rapidement mené la présidente à une stratégie opérante pour la cohérence des débats. Les amendements touchant à l'introduction ont été laissés en suspend, au profit des articles de la directive en tant que telle, afin d'être traités plus judicieusement par la suite.

Quelques brouilles logistiques ont toutefois ralenti les discussions, comme la multiplication des amendements manquants dans les dossiers de la présidence.

Les Eurodéputés lui mènent un rude combat, entre appels au règlement et jeux de micro. La présidente doit rappeler le chef de l'ADLE M. Peich à l'ordre pour rétablir son autorité. La flexibilité, l'adaptation et l'efficacité de la présidence et son secrétariat ont toutefois été saluées en fin de débats par Robin Huguenot-Noël, qui en 3ans de SPECQUE, semble avoir rarement assisté à un bilan si positif un premier jour de commission parlementaire.



L'IMCO au travail Par : Marie-Alexandre Boutet-Talbot

Le rapporteur Debru note le travail considérable des Eurodéputés, tandis que Mme Robert exprime sa hâte de voir les propositions d'amendements de compromis du lendemain. Gauche et droite se sont entendus sur la technicité, clarté, cohérence des textes ; les alliances ponctuelles entre S&D, ADLE, PPE et même ELD se renforcent sur la suppression du réseau de guichets uniques au grand dam de Mme Debru : les amendements sur le Fonds Insulaire Côtier Européen se multiplient.

Sur ce point, l'ADLE exprime sa bonne volonté d'arriver à un compromis, l'ELD est intransigeant sur sa position, soulevant les incohérences avec la directive, le S&D voudrait « refondre » le Fonds avec leurs nouveaux amis libéraux. Toutes les parties sont invitées à hiérarchiser leurs priorités pour gagner du temps et incitées à s'essayer à des politiques de couloir sur les questions secondaires, tels que les débats linguistiques. Le GUE a en effet proposé à la commission d'instaurer l'anglais dans les ports régionaux, et entre cultures nationales et ouverture mondiale, les partis se disputent à coups de langues.

En outre, pour la première fois depuis le démarrage en Lion de cette 14ème SPECQUE, la lobbyiste Mailfert a profité de la tribune que lui a offert la commission et s'est exprimée pour informer les eurodéputés. Mme Boucher, elle, a refusé le droit de parole accordé : son poste est

plus réaliste, en « background », nous dit-elle.

La fondation Hommes Environnement que représente Mme Mailfert est donc revenue sur la Responsabilité Sociale des Entreprises, à laquelle elle préfère la dénomination de Responsabilité Sociale et Environnementale. Un nouveau volet sur la question RSE ? La lobbyiste s'est exprimée entre autres sur la taxation des biocarburants, mesure que le GUE a accueillie favorablement. Elle a toutefois dévié la question d'un Eurodéputé audacieux sur le financement de sa fondation, lui proposant aimablement de lui parler en privé de ces mécaniques.

La commission a presque abattu vingt articles à la fin de la journée : la séance a bien avancé. Les votes de cet après-midi représenteront les tenants et aboutissants des débats de la commission IMCO. À suivre.



L'IMCO au travail. Par : Marie-Alexandre Boutet-Talbot

# La dérive de la députation

CLÉMENCE HALLÉ

### Perles de la commission IMCO

« J'espère que les modifications dont vous parlez sont vertueuses », Baum.

« Je ne vois pas comment ça doit se passer la procédure », Ries.

« Comment une lobbyiste peut-elle faire dire à la Présidente ce qui s'admet ou non dans les interventions d'un Eurodéputé ? » Eaves.

« Je pense qu'en parler en politique de couloir sera très satisfaisant », Eaves.

« Il existe un anglais de docker où ils mettent des -ed partout, même si haved c'est très moche, c'est comme ça », Eaves.

« A la ADLE on est aussi pour le respect des cultures alors je propose qu'on utilise seulement le français », Peich.

« Messieurs, vous n'avez pas besoin de porter vos vestes », Présidence.

« Quelle image de la commission donnez-vous avec un lobby qui vous souffle à l'oreille ce que vous devez faire » Vanaubel.

« Et ça a été réglé en euros ou en dollars ? » Charrier.

# La définition perdue

JULIA KORBIK

Comme le disait déjà Oscar Wilde, l'irlandais qui cumulait les talents : «Je déteste les discussions, elles vous font parfois changer d'avis.»

En tout cas, cela ne vaut pas du tout pour les participants à la Commission des Affaires Étrangères (AFET) qui s'occupe de la lutte contre le terrorisme. Dès le début des travaux au sein de la Commission hier matin, la seule chose qui soit sûre c'est le fait que rien est sûr.

C'est ce qui se laissait déjà deviner en séance plénière suite à la présentation de la directive proposée par la Haute représentante pour les Affaires Étrangères et la Politique de Sécurité, Jenny Demers. Cela s'applique aussi au travail au sein de la Commission – les membres de la Commission AFET restent fidèles à eux-mêmes en ce qui concerne les points chauds et sensibles de la discussion qui porte sur un renforcement de la coopération européenne relatif à la lutte contre le terrorisme.

«Nous ne sommes pas en monarchie»

Avant même passer au «vrai» débat il y a d'abord un débat sur la forme et sur l'organisation générale de la Commission. Au cœur du litige se trouve le Chapitre 3 de la directive, qui a été transformé en règlement et voté par les eurodéputés ce lundi pendant la séance plénière. Comme ce troisième chapitre porte sur l'instauration d'un Parquet européen, certains des eurodéputés ont le sentiment que la décision du Commissaire Florian Martin Bariteau d'inviter Mme Demers à revoir sa copie et de couper la directive de son troisième chapitre a été une astuce rusée: le Parquet européen, constituant un des points les plus sensibles de la directive, ne peut donc pas être l'issue d'une discussion. Il en résulte le premier différend du jour. Madame Grac-Aubert (ELD) critique directement Monsieur Martin Bariteau : «Est-ce qu'on peut discuter sur un texte qu'on a eu ce matin? Il y a beaucoup de personnes dont la langue maternelle



C'est l'AFET. Par : Marie-Alexandre Boutet-Talbot

n'est pas le français et pour eux, c'est difficile. Je trouve que cela est un véritable scandale.» Selon elle, le Commissaire avait promis d'envoyer – par Mme Demers - la nouvelle version de la directive avant 24h, lundi soir. Pour le Commissaire, cela n'a pas d'importance, car «Les textes sont identiques sur le fond et ce n'était que le troisième chapitre qui a été supprimé.» Pas d'explication satisfaisante pour Mme Grac-Aubert: «J'estime qu'on a pas eu assez de temps. Il y a une différence entre une directive et un règlement. Nous ne sommes pas en monarchie, ce n'est pas Monsieur Florian Martin Bariteau qui va faire les lois. Le fond et la forme sont inséparables.»

Sortir de l'impasse? Aucune chance.

Néanmoins, le Parlement a déjà voté cette «séparation» le lundi. Fin de la discussion. Et début d'une autre: durant toute la matinée, on ne réussit pas à sortir du brimborion relatif à la définition du terme «terrorisme». Forte est la polémique autour ce sujet: Parle-t-on d'un groupe terroriste? D'une association terroriste? Et c'est quoi, un terroriste individuel? Certains voient dans la définition du terrorisme telle que donnée dans la directive une intention de désigner certains groupes de gens comme plus dangereux que les autres. Certains députés mentionnent que le langage utilisé était raciste – un reproche rejeté par le Rapporteur, Monsieur Nicolas Jadot. Ce dernier est demeuré calme et décidé, jouant ainsi le rôle

de l'homme en arrière-plan. Prêt de discuter avec les députés, il a tout de même défendu âprement son propos. À ses côtés, Monsieur Martin Bariteau apparaissait comme le Commissaire ironique et relativement strict. Cependant cela n'a pas empêché que certains problèmes en rapport avec le déroulement et l'organisation des amendements surviennent.

Vers 15h40, il y a finalement une bonne nouvelle : on peut attaquer les amendements! Mais ici, encore une fois, les choses se déroulent plutôt de manière chaotique. Beaucoup d'amendements, qui portent souvent sur la définition du terrorisme, sont refusés ou retirés par les députés. A 16h20 : on a réussi à finir l'article 2 de la directive – il en reste donc encore huit. Un lent progrès.

Un bilan mitigé

Bilan après un jour long et pénible: un retour récurrent au sujet sensible de la définition du terme terrorisme, de longues suspensions et une organisation de la Commission plutôt chaotique, puisqu'on n'arrivait pas à procéder d'une manière structurée et efficace. Ou, pour citer l'écrivain Jules Renard: «A la fin d'une longue discussion, nous arrivâmes à conclure qu'au fond il n'y rien de plus particulier qu'une idée générale.» L'idée générale que, oui, il y a un problème avec la définition du terrorisme. Lequel? On ne sait pas encore... mais peut-être on le verra dans «À la recherche de la définition perdue Pt. II».

# Délire sécuritaire

JULIA KORBIK

Perles de la commission AFET

«Jenny Demers, elle vous donne combien?»

Violette Grac-Aubert (ELD) à Emeline Touzet, Lobbyiste, après son intervention en Commission très favorable relative à la Directive proposée par Jenny Demers

«Je veux faire un appel au règlement car je me demande quelles relations vous entretenez avec votre secrétaire que vous appelez constamment « Ma Secrétaire ».»

Maryse Larocque (Verts/ALE) qui rappelle à Florian Martin Bariteau que sa secrétaire est en fait la secrétaire de la Commission

«Le temps est grisonnant.»

Maxime Beylot (CRE) pendant une interruption non-officielle plutôt longue de la séance

«Je vous rappelle, Madame la Haute représentante, que vous n'êtes ici qu'invitée. Je vous interdis donc de faire des blagues. Merci.»

Florian Martin Bariteau à la Haute représentante Jenny Demers

«Je doute de votre indépendance: Pourquoi est-il marqué « Flo » sur votre micro? Flo comme Florian?»

Violette Grac-Aubert à Florian Martin Bariteau en faisant référence aux micros où il y a toujours marqué: FLOOR

«Si des gens font des blagues, n'hésitez pas à rigoler!»

Violette Grac-Aubert aux membres de la Commission AFET

«On ne sait pas, peut-être un jour y aura-t-il une menace extra-terrestre.»

Eurodéputé Arsenau par rapport à la menace réelle par le terrorisme

# LE MOT DE LA RÉDACTRICE-EN-CHEF

## Liberté à l'ENVI

par **Émilie BOURGET**

Si les jours changent, les nuits se ressemblent toutes. Si ce n'est blanches, elles sont plutôt gris pâle. Tout particulièrement pour les gens devant assumer des postes à responsabilité. Si certains se plaignent, bons enfants, du manque de sommeil, d'autres s'enorgueillissent du peu de temps de sommeil qu'ils se sont offerts, fiers d'être encore debout et vifs malgré l'épreuve. D'autres, finalement, dorment.

Il serait bien hypocrite de renier les mérites d'un sommeil réparateur, espéré à la SPECQUE comme le saint Graal, et ce depuis la seconde journée. Toutefois, comment équilibrer la balance entre le repos et la tenue de promesses reliées aux responsabilités. Du simple eurodéputé aux plus éminentes figures de la simulation du Parlement, la question est récurrente.

Il semble toutefois qu'une Présidente de la

commission ENVI ait pris une décision qui n'ait pas fait l'unanimité. Mme. Riendeau, il semble, a préféré le conseil de Morphée à celui de ses pairs des trois autres commissions, lorsque venait le temps, après la Conférence des Présidents, de se réunir pour la préparation des procédures.

Malgré les efforts opiniâtres de présidents de commissions, secrétaires et rapporteurs en présence, jamais elle n'a daigné répondre lorsque ceux-ci ont tenté de la quérir à sa chambre. Certains de ses collègues ont hautement signifié leur désapprobation quant à cette attitude jugée irresponsable, et ont fait part de leur déception. « Le président est garant du fonctionnement de sa commission. Si ce président n'est pas au courant de la procédure académique convenue d'une manière commune, ni même du fonctionnement de sa commission, ce ne peut être que la débâcle ».

Certains, plus conciliants, ont plaidé la riche expérience parlementaire de Mme. Riendeau, qui pouvait justifier son absence à cette rencontre, qui se déroulait après la

conférence des présidents, à une heure que certains auraient pu qualifier d'indue. Le fait serait d'ailleurs passé sous silence si la réussite de Mme. Riendeau à la tête de sa commission avait pu faire taire ceux qui remettaient en doute le bien fondé de son absence.

Les rênes de la commission, mal tenus, lui échappaient déjà. Et la bête galopait bien vite hors de son contrôle. Chose que de nombreux eurodéputés, lobbyistes ou journalistes n'ont pu s'empêcher de remarquer : « On voyait parfois que la présidente, désemparée, ne savait pas quoi faire. » Le cas est tout particulièrement lorsque vient le moment de faire participer les lobbyistes à la commission. Une expérience dont la lobbyiste Laura Lepretre ressort un peu amère. « On nous avait confié une procédure, nous étions préparés. Puis, la présidente a été prévenue qu'elle devait nous faire intervenir éventuellement. Ça a dérapé, elle nous fixait des exigences qui changeaient dans la minute, puis sans le temps même de se préparer, on nous a lancé dans la plus grande confusion devant

l'assemblée, alors que rien de la procédure n'a été respecté ».

Plusieurs membres de la commission dénoncent d'ailleurs les manquements de la présidente, qui estiment avoir été lésés par ceux-ci. « Elle ne savait pas vraiment où diriger sa commission, elle écoutait plutôt ce qu'on lui soufflait, au fur et à mesure, ce qui permet difficilement le bon déroulement de la commission. Les débats, et les eurodéputés qui les font, sont les premiers à pâtir. »

Certes, pour la gouverne de tous, la charge de la présidence d'une commission n'est pas des plus légères ni des plus aisées. Toutefois, la simulation engendre de ces relations symbiotiques entre ses membres, qui imposent, pour leur malheur, à tout un chacun de restreindre ses libertés pour permettre à l'ensemble de la communauté specquoise de savourer pleinement l'événement. En acceptant des responsabilités, faut-il encore les assumer. Et après un tel fiasco, faut-il savoir se retirer.

## L'HUMEUR DU JOUR

**ÉMILIE BOURGET**

Une journée dans la vie specquoise : la nuit courte, la journée si emplie qu'on ne la voit passer. Cependant. Ces journées si pleines de nos actions, le sont aussi de nos paroles, de nos efforts pour être entendus. Compris. Vus. Écoutés. Que nous endossions le rôle de député, journaliste, ou plus encore en ce qui concerne nos lobbyistes.

Les SPECQUois, souvent les pre-

miers à bondir pour prendre la parole, à promettre de s'épancher si tôt la parole donnée, sont pourtant demeurés hier bien silencieux. La proposition d'une page d'expression libre semble avoir laissé de glace. De même que l'engagement du blog de publier tous vos ragots, mots et images souvent promis.

Les eurodéputés véhiculeraient-ils le cliché des politiciens aux promesses vides?



**A la table des anciens : les vieux de la vieille partagent un repas**

Par : Marie-Alexandre Boutet-Talbot

## Nos partenaires

